

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 56

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

A SAVOIR

NOUVELLE ENVOLEE DU PRIX DU PETROLE.

Poussé à la hausse par le regain de tension entre les Etats-Unis et l'Iran, le baril de pétrole a largement dépassé la barre des 70 dollars (74 dollars à Londres jeudi 20 avril). Il y a cependant une très large part de spéculation dans cette flambée des prix. « La pénurie n'existe pas », explique Francis Perrin, directeur de la rédaction de Pétrole et gaz arabes, car l'offre mondiale se situe autour de 84 millions de barils par jour tandis que la demande s'élève à près de 83 millions. De plus, le fait que les fonds de placement et de pension investissent dans les marchés à terme du pétrole et d'autres matières premières au même titre que dans les actions, les obligations ou l'immobilier, contribue à amplifier la hausse du baril.

INTEGRISME.

Trois semaines après la libération des chefs du FIS, dont plusieurs responsables de massacres et d'assassinats de personnalités laïques, le gouvernement algérien a fait voter une loi qui punit de cinq ans de prison et de 10 000 euros d'amende ceux qui essaieraient de convertir un musulman à une autre religion. En Egypte, sur fond de montée en puissance des Frères musulmans, les tensions s'accroissent entre la communauté copte (chrétienne) et les intégristes au point de provoquer de violents affrontements à Alexandrie le 16 avril.

LA CIA TRANSITE PAR PARIS.

Selon la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, au moins sept des vols clandestins réalisés par la CIA pour transférer des prisonniers vers des centres de détention tout aussi clandestins auraient fait escale à l'aéroport du Bourget. Saisi par la FILDH, le procureur de Bobigny se contente, pour l'heure, d'une enquête préliminaire.

Selon Amnesty International, l'agence de renseignements américaine aurait effectué ou commandité, depuis les attentats du 11 septembre 2001, quelque 1 600 vols clandestins ayant transité par une trentaine de pays.

FORUM DE LA GAUCHE.

Le forum sur l'emploi organisé par onze formations de gauche aura lieu jeudi 27 avril, à 20 h, au gymnase Japy (Paris XIème, métro Voltaire). La Gauche Républicaine sera représentée par son Secrétaire Général, Pierre Carassus

EDITO: NICOLENE ET SEGOLAS

C'est reparti comme en 94, quand une année avant l'élection présidentielle, journaux, télévisions et radios, rabâchant les « analyses » des experts en sciences politiques (!), pronostiquaient l'irrésistible ascension vers l'Elysée d'un certain Edouard B. Nous y revoilà, à un distinguo près. Plutôt que le vainqueur, ce sont les deux finalistes du scrutin de 2007 qui se trouvent dorés et déjà intronisés par les média : Balladur-bis et Balladurette, Nicolas S. et Ségolène R.

Une formidable opération politique est en cours. Elle vise à faire croire aux Français que tant à droite qu'à gauche, les jeux sont déjà faits. A coups de sondages et de reportages fleuves, la presse reprend la même ritournelle : le héraut de la droite, c'est Sarkozy, définitivement débarrassé de Villepin ; la madone de la gauche, c'est Royal, devant laquelle les éléphants du PS ne font simplement pas le poids.

Ainsi, un an après la victoire du Non au référendum sur le « traité constitutionnel » de l'UE, les électeurs s'apprêteraient à plébisciter deux partisans déclarés du Oui ! Après la formidable mobilisation contre le CPE, alors que les enquêtes d'opinion attestent du rejet du libéralisme par les Français, les citoyens ne jureraient plus que par deux zéloteurs de Tony Blair ! Serions-nous à ce point décervelés, primesautiers, pour adorer aujourd'hui ce que nous brûlions la veille ? Or souvenons-nous : au tout début de la campagne référendaire de 2005, les sondages ne donnaient pas cher du Non...Il y a donc toutes les raisons de se méfier des estimations mirobolantes avec lesquelles certains prétendent assommer le scrutin treize mois avant qu'il ne se tienne.

Un constat s'impose : à travers les médias qu'il contrôle ou influence, le grand capital mène une offensive en règle pour intoxiquer le corps électoral. Toutes les techniques de la « com' » et du marketing politique sont mobilisées pour persuader le bon peuple de l'inéluctabilité de la victoire de l'un des deux champions. Avec un maître mot : la « modernité », qu'ils sont censés incarner quand leurs rivaux seraient frappés d'une indécrottable ringardise. Bref, Nicolène et Ségolas sont partout, alors résignez-vous citoyens, vous ne leur échapperez pas !

(Suite page 2)

Mais laissons Sarkozy à son camp pour nous attarder un instant sur le cas Ségolène Royal. Hormis l'éloge appuyé du social-libéralisme à l'anglaise, on lui connaît très peu de prises de position tranchées. L'évolution de nos institutions, le sort des entreprises privatisées totalement ou partiellement par la droite, la répartition des richesses, l'avenir de l'Europe, la place de la France dans le monde ? Sur tous ces sujets cruciaux, Mme Royal se contente de généralités lorsqu'elle n'observe pas un silence prudent.

Toutefois, l'une des petites phrases qu'elle distille depuis plusieurs mois retient toute notre attention. Dans un entretien accordé au Parisien, elle déclare tout à trac qu'il ne faut pas compter sur elle pour abroger ce que la droite aura imposé au cours du quinquennat. Nous voilà donc prévenus. Ségolène Royal, ce n'est pas la rupture, c'est la continuité...

La position de la Gauche Républicaine ne présente aucune ambiguïté. Nous voulons que 2007 marque un changement de cap résolu, la mise en place d'une politique alternative au libéralisme, portée par la gauche dans sa diversité. Mais pour ce faire, il nous faut un programme avec des engagements précis, à mille lieues des paillettes et du « people » à la une.

Parce que nous voulons que l'Assemblée Nationale devienne le centre de gravité du pouvoir, l'expression pleine de la souveraineté populaire, nous proposons que la campagne présidentielle soit menée sous le signe de la réforme constitutionnelle. Qui représentera la gauche ? Celui ou celle qui s'identifiera à son programme pour défendre un projet de République sociale face à la mondialisation financière, et non celui ou celle qui aura fait le plus de couvertures de magazines. Sauf à confondre l'exercice de la démocratie avec le festival de Cannes !

HUMEURS.

LE DEPUTE ET LE CAPITAL. La Gauche Républicaine des Pyrénées-Atlantiques réagit dans un communiqué à la fin de la grève de la faim de Jean Lassalle. Nous publions également des extraits d'une libre opinion de Joseph Rossignol, Maire de Limeil-Brévannes, publiée dans Le Monde du 14 avril.

« Qu'un élu de la nation se voit dans l'obligation de faire la grève de la faim pour défendre l'emploi dans sa circonscription, voilà qui en dit long sur l'état de décomposition du régime politique en vigueur. Nous saluons le courage de Jean Lassalle, tout en soulignant la contradiction entre le combat solitaire qu'il a mené pendant un mois et son appartenance à l'UDF, une formation qui ne s'est jamais distinguée par son opposition au libéralisme, bien au contraire !

Après la victoire de la mobilisation contre le CPE, voilà donc une preuve supplémentaire que l'action politique peut influencer sur les choix économiques, n'en déplaise à ceux qui ont fait de la résignation leur fonds de commerce. A cet égard, les propos d'Alain Rousset, président socialiste de la région Aquitaine, méritent toute notre réprobation. « J'espère que l'on aura pas découragé l'entreprise de poursuivre son développement dans la région », a-t-il déclaré en faisant référence au groupe japonais Toyol. Dérouler un tapis rose devant les investisseurs étrangers, justifier leurs délocalisations, accepter leurs exigences : nous savons hélas trop bien où nous a mené la politique des courbettes, que ce soit en matière d'emploi, de conditions de travail et de salaires. Mais les temps changent. La République retrouve sa dignité en n'acceptant pas que le grand capital lui dicte sa loi ».

Gauche Républicaine des Pyrénées-Atlantiques,
le 15 avril 2006

« (...) C'est pour s'opposer à la délocalisation d'une usine et à la perte de 150 emplois dans sa circonscription que Jean Lassalle refuse de s'alimenter. Représentant du peuple à l'Assemblée nationale, ce député semble vouloir corriger les effets pervers d'une politique menée par un gouvernement qu'il soutient, entraînant de nombreuses délocalisations jugées inéluctables.

Ce geste fort paraît être celui d'un homme qui croit à l'action politique, sans y trouver la pleine traduction de ses idées.

C'est à la gauche de rougir d'un tel aveu d'impuissance : comment un homme de cette trempe peut-il être de droite, si ce n'est parce qu'il pense que la couleur politique d'un gouvernement ne change rien aux désastreuses conséquences humaines d'un modèle économique qu'il prône ou peine à réformer ? Non à cette politique aveugle, hurle ainsi le député béarnais, comme nous autres l'avons dit nombreux le 29 mai ou l'avons encore récemment manifesté dans la rue... »

Joseph Rossignol,
in Le Monde du 14 avril